



CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE – T3 2022

Cadre général

Depuis 2011, la croissance économique de la Tunisie n'a jamais réussi à revenir à son niveau d'avant la révolution, se situant généralement entre 1 et 2% par an, malgré le besoin criant d'emplois. La crise financière de 2008 avait déjà entraîné une réduction de la croissance à environ 2%, et la pandémie de 2020 a aggravé la situation en provoquant une contraction de -8,6%. Les années récentes ont mis en lumière les faiblesses du modèle économique tunisien, même en présence d'une croissance positive. L'année 2023 s'annonce difficile en raison des défis liés à l'inflation et au déficit commercial.

Croissance économique

L'économie nationale a enregistré une croissance annuelle du PIB réel au taux de 1,6 % pour 2021, en glissement annuel. Par rapport au quatrième trimestre de la même année, le PIB en volume et corrigé des effets des variations saisonnières a augmenté de 0,7%. Cette croissance de l'activité reste à nuancer, dans la mesure où la croissance bénéficie encore essentiellement d'une reprise circonstancielle de la production dans les secteurs notamment l'extraction (mines 78,5%, pétrole et gaz 20,6%), tandis que l'activité reste peu dynamique dans les industries manufacturières (hormis les branches des dérivés du phosphate), modérée dans les services marchands et en baisse dans l'agriculture (-4,2%). Ceci montre que la chute du PIB en 2020 n'a été que partiellement absorbée jusqu'à maintenant. Ainsi, la dynamique de rattrapage et la récupération de l'activité dans certains secteurs pourraient s'étaler sur la période 2021-2024.

Finances publiques

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé la pression sur les finances publiques, malgré la réduction du déficit budgétaire (7.5% du PIB en 2021 contre 9.7% en 2020). Les déficits accumulés depuis 2011 ont conduit à une forte augmentation de la dette publique qui est passée de 52 % du PIB en 2015 à 85,6 % du PIB en 2022. L'augmentation de la dette, l'absence de réformes et le retard dans les négociations avec le FMI ont entraîné une dégradation de la notation souveraine.

Les recettes fiscales, pour T2-2022, devraient s'établir à 35,091 MDT de dinars au terme de l'année 2022, en hausse annuelle de 4,275 MDT, soit un accroissement en pourcentage de 13,87%. Cette hausse, au terme du T1-2023, serait soutenue essentiellement par l'affermissement des impôts indirects (en hausse de 2,919 MDT tout comme en 2021, avec une hausse de 2,523MDT). Au total, les ressources budgétaires propres qui devraient totaliser 38,6 MDT à fin 2022, ne permettent de couvrir que 82% des dépenses totales de l'État.

Endettement

La dette publique tunisienne est passée de 52% du PIB en 2015 à 85,6% du PIB en 2021). En juin 2022, La dette intérieure représente 38,1% du total de la dette, le reste étant constitué d'endettement extérieur (61,9%) dont de l'endettement multilatéral (60,1%), marché financier (22%) et bilatéral (17,8 %)

Le service de cette dette représente désormais 17.1% du PIB selon la LF 2022 en accroissement continu 1,2% LFR 2021. L'accroissement de la dette et le retard enregistré dans les négociations avec le FMI + les difficultés du financement public, ont entraîné la dégradation de la notation souveraine de la Tunisie à deux reprises par Fitch Rating de B à B- en 2021 et CCC en 2022.



EXECUTIVE SUMMARY

Paielement et commerce extérieur

En 2021, malgré l'augmentation du déficit commercial de 17% et la chute significative des exportations de services, les pressions sur la balance des paiements se sont atténuées. Cette amélioration a été rendue possible par l'augmentation notable des transferts de revenus des Tunisiens résidant à l'étranger (+45 % au cours des neuf premiers mois de 2021 par rapport à la même période en 2020), ce qui a réduit les besoins en financements extérieurs (-11 % sur la même période).

Dans ce contexte incertain, le déficit courant a été relativement bien maîtrisé, en comparaison avec la moyenne enregistrée au cours de la décennie précédente (8,6 % du PIB), atteignant 5,9 % du PIB en 2021. Cela s'est produit malgré l'agrandissement du déficit commercial (FOB-CAF) de 27,1 %, s'élevant à -16.215 MDT. En ce qui concerne les entrées nettes de capitaux étrangers, elles ont connu une diminution d'environ 2,6 milliards de dinars, revenant ainsi à 6,7 milliards de dinars en raison de la réduction des principales sources de financement.

Activités monétaires

Les marchés des changes internationaux ont connu une tendance marquée depuis le début de l'année 2021, avec un affaiblissement de l'euro par rapport au dollar américain. Cette diminution s'est intensifiée au cours des derniers mois de 2021, en réaction à l'annonce de la Fed, qui a exprimé son intention de resserrer sa politique monétaire plus tôt que prévu pour faire face à l'augmentation de l'inflation. Ainsi, à la fin de l'année 2021, le taux de change euro/dollar s'est établi à 1,1376, contre 1,2216 un an auparavant, ce qui représente une appréciation de 6,9 % du dollar par rapport à l'euro.

En ce qui concerne le dinar, par rapport au deuxième trimestre 2022 par rapport au premier trimestre 2022, il est resté presque stable par rapport à l'euro, enregistrant une légère baisse de -0,564 %. Cependant, il a connu une augmentation de 5,623 % par rapport au dollar et une baisse de 6,150 % par rapport au yen sur la même période.

Investissement

La reprise attendue de l'investissement, telle qu'envisagée dans le cadre du Budget Économique (+5 % aux prix constants), semble ne pas se confirmer selon les indicateurs disponibles. Bien que les importations de biens d'équipement aient augmenté de 17,8 % aux prix courants (13,7 % en dinars constants), elles demeurent en valeur inférieures de 12,5 % par rapport aux neuf premiers mois de 2019. Par ailleurs, les autres indicateurs affichent des variations minimales, que ce soit à la hausse ou à la baisse aux prix courants. Les intentions d'investissement, notamment dans l'industrie et les services, qui fournissent une indication précieuse sur la dynamique de l'investissement, ont connu une baisse de 11,8 %. Cette diminution est plus prononcée dans le secteur industriel, avec une chute de 15,6 %. Il est important de noter que 53 % des investissements déclarés dans ce secteur sont destinés à l'extension et au renouvellement de matériel. Parallèlement, les Investissements Directs Étrangers, un autre indicateur crucial pour évaluer le climat d'investissement, ont enregistré une baisse de 32,5 %.

Inflation

L'indice général des prix a enregistré une augmentation de 8,1 % en juin 2022, comparé à 7,8 % le mois précédent et 5,7 % en juin 2021. Cette hausse a impacté les prix de divers produits, notamment ceux des produits manufacturés (9,7 % contre 5,9 %), des produits alimentaires (9,5 % contre 7,2 %), ainsi que les prix des services (5,4 % contre 4,3 %). Au cours du premier semestre de l'année 2022, l'inflation moyenne s'est stabilisée à 7,4 %, en comparaison avec 5% l'année précédente, principalement en raison de l'augmentation du taux de variation des prix des produits manufacturés (8,7 % contre 5,1 %) et des produits alimentaires (8,6 % contre 5,3 %), en plus d'une légère hausse des coûts des services (5,1 % contre 4,8 %).



Emploi

La faiblesse persistante de la reprise économique en Tunisie a exacerbé le problème du chômage, avec une variation négative de 5,0 % (0,8 point de base) entre les deux premiers trimestres de 2022. Cette situation affecte à la fois les hommes (13,1 % contre 14,1 %) et les femmes, bien que le taux de chômage demeure nettement plus élevé pour ces dernières (20,5 % contre 20,9 %). Dans l'ensemble, la comparaison entre ces deux périodes indique une préservation de 27 100 emplois. Les jeunes et les régions de l'ouest sont les plus touchés dans ce contexte de reprise économique lente. En effet, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a connu une diminution de 3,0 % (1,3 point de base) sur la même période.



ANALYSE SECTORIELLE

Agriculture et pêche

Globalement et sur le dernier exercice clos (2022), le secteur a réalisé une croissance positive de 0,7% contre -2,5% en 2021. La balance commerciale alimentaire a enregistré, au cours de l'année 2022, un déficit de 2 920,2 MDT contre un déficit de 1 942,1 MDT durant la même période de l'année précédente ; enregistrant, ainsi, un taux de couverture de 67,4% en 2022 contre 70,2% en 2021. Ainsi, le secteur agricole et de pêche a connu une baisse en 2021, pour atteindre -2,5%, suivie d'un rebond à 1,3% durant le premier trimestre de 2022, 0,7% au T2 2022, 0,2% au T3 2022 et 0,7% au T4 2022. Enfin, -3,1% pour le T1 2023.

Industries manufacturières

Concernant le secteur des industries manufacturières, la progression a touché tous les secteurs en 2022 et 2023 (à date). Ainsi, l'amélioration de ce secteur, du point de vue structure, a concerné, notamment, les industries exportatrices, à savoir l'industrie mécanique et électrique (+29%) et les industries agroalimentaires (+24%), outre l'amélioration des industries de textile d'habillement et de cuirs (+19%). Le secteur affiche 5,3% au T1 2022, 4,7% au T2 2022, 3,9% au T3 2022, 6,4% au T4 2022 et 2,1% au T1 2023.

Industries non manufacturières

Les industries non manufacturières affichent une croissance annuelle moyenne négative sur la période 2010-2020 (-3,3%). La chute de la production du pétrole, du gaz naturel et des phosphates, causée par les protestations et les tensions sociales et l'absence d'investissements étrangers, sont à l'origine de cette dégradation. Ainsi et depuis 2015, la branche Bâtiment & Génie Civil accapare la part la plus élevée du total de la valeur ajoutée des industries non manufacturières. L'industrie non manufacturière enregistre une croissance de -5,7% au T1 2022, après une croissance de 9,7% en 2021, de -8,4% au T2 2022, -5,5% au T3 2022, -11,6% au T4 2022, -7,8% en 2022 et -6% au T1 2023.

Services marchands

Sur la période 2010-2020, les services marchands ont profité du mouvement haussier du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant du commerce, des services financiers et des télécommunications. La croissance moyenne des services marchands, sur la période 2014-2019, s'est établie à 2,4%. Ce secteur a également subi les répercussions de la pandémie du COVID-19 et sa croissance a été tirée vers le bas en 2020, de -14,6%. Le secteur touristique a réalisé une saison record en 2019. Les services marchands ont enregistré une croissance de 3,4% en 2021 et 3,4% en 2022 grâce aux services d'hébergement et de restauration, et du transport ; tendance consolidée au cours du premier trimestre 2022, pour atteindre 4,1% grâce, notamment, aux activités touristiques, 6,5% au T2 2022, 7,2% au T3 2022, 4,2% au T4 2022 et 4,2% au T1 2023.

Services non marchands

Les activités non marchandes ont réalisé une croissance rapide, immédiatement après 2011, suite aux opérations économiques à caractère social et à l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette croissance a été rationalisée ; cependant, le rythme moyen, sur la période 2014-2019, reste élevé, à 1,9% avant de se replier de 3,7%, en 2020.



À la fin de l'année 2020, les services non marchands ont contribué à hauteur de 21,3 % au PIB. Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) sur la période de 2010 à 2019 a atteint 2,81 %. Cependant, en 2020, le secteur n'a pas réussi à maintenir sa croissance, et sa valeur ajoutée a subi une contraction de 3,7 % pour s'établir à 16 166 millions de dinars tunisiens. En 2021, les services non marchands ont généré une valeur ajoutée globale de 16 585 millions de dinars tunisiens pour l'économie tunisienne.